

Table ronde autour de l'ouvrage «Faire l'Europe dans un monde de brute» E. Letta

Le 4 octobre 2018 a été organisée par Francesco Torrisi, Directeur de la Maison de l'île de France à la Cité internationale Universitaire de Paris, une table-ronde autour de l'ouvrage «Faire l'Europe dans un monde de brutes», d'Enrico Letta, ancien Premier ministre italien, Doyen de l'Ecole des Affaires internationales de Sciences Po et Président de l'Institut Jacques Delors.

Ont participé à la table-ronde Ségolène Barbou des Places, Professeure à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Laure Clément-Wilz, Professeure à l'Université Paris Est Créteil (modératrice), Nicolas Hubé, Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Francesco Martucci, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, Gilles Pécout, Recteur de la Région Académique Île-de-France, Recteur de l'Académie de Paris, Chancelier des Universités de Paris, Professeur d'histoire à l'Ecole normale supérieure (discours d'ouverture), Jean-Marc Sauvé, Vice-Président honoraire du Conseil d'Etat, Président de la Fondation Cité internationale universitaire de Paris (discours de clôture).

L'ensemble des propos a fait l'objet d'un compte-rendu établi par Loriane Alem, Léa Bertiau-Jezequel et Louis Valduga, Doctorants à l'Université Panthéon-Assas.

Discours introductif de Francesco Torrisi

À l'occasion de son premier anniversaire, la Maison de l'île-de-France de la Cité internationale universitaire de Paris organise une table ronde autour de l'ouvrage « Faire l'Europe dans un monde de brutes », d'Enrico Letta, ancien premier ministre italien et président de l'institut Jacques Delors.

Le choix de cette table-ronde tient à deux raisons : chaque maison de la Cité est une métaphore de l'Europe, des règles communes dans le respect des identités nationales, d'une part et la personnalité de M.Letta, d'autre part. Son parcours personnel, professionnel et politique fait de lui un véritable « Européen ». Egalement, l'invitation d'Enrico Letta n'est pas sans lien avec son choix, courageux, de mettre en place le programme Mare Nostrum lorsqu'il était Prime Ministre, à la suite du naufrage tragique à Lampedusa, il y a tout juste cinq ans. Un choix pour défendre des vi(e)s humaines, avant toute chose.

Cette décision fut difficile en cette période historique où nous nous trouvons et fut prise contre vents et marées, « contro venti e maree », pour citer le titre de la version italienne du livre de Monsieur Letta sur sa vision de l'Europe. C'est cette approche générale sur la construction européenne que nos invités vont discuter ce soir.

Discours d'ouverture de Gilles Pecout

REMARQUES LIMINAIRES : OBSERVATIONS LIMINAIRES DE LECTURE :

L'ouvrage s'organise autour de 12 chapitres sur l'évolution historique de l'Europe. Il s'agit d'une parabole autour d'une interrogation : quelle sera la vie de nos enfants et de nos petits-enfants si nous échouons dans la relance de l'Europe ?

Si la relance de l'Europe n'a pas lieu, elle risque de s'achever. L'Europe arrive en effet à maturité, cela pourrait se marquer par un essoufflement. Tout cela participe d'une réflexion générale sur la relance ou refondation de l'Europe.

Dans cette parabole de l'histoire de l'Europe, dans le 3e chapitre on apprend qu'on est arrivé à la fin du rêve européen. En tant qu'historien, on peut se demander, quand, dans le projet tel que conçu dans l'après-guerre l'Europe a connu l'âge du rêve européen ? L'auteur, M. Letta, apporte quelques réponses à cette question.

L'impression est d'être toujours sur la même question critique de l'élection, ou de la démocratisation.

En tant que citoyen, est-ce que cela signifie que l'Europe ne fonctionne que dans la remédiation immédiate, du rêve des élites ou de la reconstruction post-guerre ? En dehors, elle ne fonctionnerait pas ?

<https://blogdroiteuropeen.com>

«Faire l'Europe dans un monde de brute» E. Letta

L'auteur propose des solutions concrètes, notamment dans le chapitre sur la « débruxalisation ».

DEUXIÈME REMARQUE : LES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE.

Que peut-on attendre aujourd'hui d'une coopération entre la France et l'Italie, au-delà de la situation actuelle ? Les problématiques liées à l'espace méditerranéen par exemple lient les deux pays.

Deux attaques contre l'Europe régulière :

- L'attaque par défaut : l'Europe ne doit pas exister, car le substrat institutionnel ne ressemble à rien.

- L'attaque par l'excès : il s'agit d'une civilisation imprenable.

TROISIÈME REMARQUE : EN TANT QUE RECTEUR : IL S'AGIT D'UN LIVRE SUR L'ÉDUCATION.

Considérer aussi que l'Europe de la culture n'est pas une Europe par défaut. Si on lie la culture à l'éducation et à la formation, aux études, on dépasse cette conception.

Il y a un message de revalorisation de l'Europe de la culture à travers l'accent porté sur la formation et l'éducation. Et de cela découlerait une citoyenneté européenne.

Il s'agit de réconcilier démocratie et politique.

Table ronde

Laure CLÉMENT-WILZ,

« Votre livre est paru il y a un an. En observant tous les événements qui ont lieu depuis (Brexit, résultats des élections italiennes, procédure de sanction au titre de l'article 7 TUE pour violation de l'Etat de droit, la situation économique de la Grèce), auriez-vous écrit aujourd'hui votre livre de la même manière? »

Enrico LETTA,

Le livre a été écrit à une époque où il semblait qu'il y avait une fenêtre pour une relance du projet européen, avec une triple échéance : les élections en France, en Allemagne et en Italie. Or l'Allemagne est restée pendant 6 mois dans

l'impasse politique, retardant la possibilité d'agir. Puis l'Italie a eu le résultat que l'on connaît. Donc l'année 2018 a été perdue. Cette législature européenne s'achève par une année perdue.

Or, la législature européenne qui s'ouvrira au mois de mai, est peut-être une nouvelle opportunité.

L'année 2019 va être une année clé : dans une année, l'Europe sera meilleure ou pire, mais ce ne sera pas la même. C'est l'année des premières fois, pour une série de hasards.

- Première fois pour la vie européenne, un pays ne s'ajoute pas, mais s'en va : le 29 mars 2019 le Brexit sera une réalité. Il n'y a aucun précédent. Il est possible d'anticiper une catastrophe, un chaos. Il ne s'agira vraisemblablement pas d'une sortie ordonnée.

- Modification de l'équilibre politique au Parlement européen, qui vit pour l'instant sur un système basé sur deux parties : le PPE et l'alliance des socialistes et démocrates (S&D). La politique européenne s'organisant autour de l'axe entre c'est deux grandes coalitions. Tous les représentants officiels sont tous issus d'un accord entre ces 2 ensembles, et faisait partie d'un de ces deux partis (à une exception près). A eux deux ils représentaient en moyenne autour de 60% des sièges (aujourd'hui plutôt 55%). Or ces deux partis ensembles ne vont pas dépasser 45% (probablement moins). On est en présence d'un tremblement de terre. Le panorama politique va complètement changer.

- Premières élections européennes où il va être question d'Europe. L'Europe apparaît en effet comme étant mortelle. Des forces politiques veulent ça. Mais c'est aussi une opportunité : tous les médias européens vont chercher chez eux des leaders d'autres pays. Même si vous êtes Français, vous écouterez des personnalités d'autres pays ? Les enjeux dont on parle vont donner lieu à des débats de société, et ceux entre les électeurs, pas uniquement entre des experts. Mais cela uniquement si le discours sur l'Europe, en faveur de l'Europe, n'est pas uniquement technique.

Le Brexit devrait aider en ce sens. Pour montrer ce qu'est le « non-Europe ».

Un chiffre : la Pologne et l'Ukraine en sortant du monde communiste, avaient sur les données

«Faire l'Europe dans un monde de brute» E. Letta

clés, la même situation. C'est à dire la différence entre la vie et la mort (mortalité infantile et espérance de vie), les chiffres sont équivalents en 1990. L'un des deux est monté sur le train européen. La Pologne a intégré l'Union, l'Ukraine, non. Entre être dans l'UE et ne pas y être ce n'est pas simplement une question technique, c'est une question de vie ou de mort, au sens littéral. C'est différent de ne pas être d'accord avec des politiques de l'Union que de considérer que le projet doit mourir.

L'Europe est l'avenir pour des raisons démographiques ! Les règles de l'environnement qui s'appliqueront seront-elles les règles européennes ? Pour cela il faut une Europe forte.

Ségolène BARBOU DES PLACES,

Interrogations sur les finalités de la construction : L'Europe pour quoi faire ? Quelles sont les finalités de l'Europe ? On peut dire que l'objectif de paix est réalisé, tout comme l'espace de prospérité, à travers la construction du marché intérieur. On voulait la sécurité alimentaire, on a fait la PAC. Mais quelles sont les perspectives ?

Enrico LETTA,

Plusieurs phases dans la construction de l'Europe avec plusieurs objectifs.

- La phase post-1950 est celle de la réconciliation de la France et l'Allemagne après la guerre, il fallait apaiser l'axe de Strasbourg.

- La phase post- 1990 est celle de la remise en selle de l'Europe dans son intérieur. C'est l'ère de la réconciliation entre les deux Europes, des deux blocs au sein d'un même projet.

- Aujourd'hui : l'Europe entre dans la 3e phase, celle de l'Europe dans le monde. Pour une raison simple, M. E. Letta est né en 1966 et l'hebdomadaire italien de la semaine de sa naissance donne une représentation du monde : un village du monde dessiné avec les poids démographiques de l'époque. Sur une population mondiale représentée par 100 personnages, les Européens sont représentés par 21 personnages ; les Nord-américains par 4 ou 5 personnages ; les Africains par 5 ou 6 personnages, les Asiatiques par 70 personnages.

Pour 2050 : il y aura beaucoup plus de Nord-américains et de Sud-américains ; beaucoup plus d'Africains évidemment ; il ne restera plus que 5 personnages pour l'Europe.

Le monde était eurocentré en terme culturel, en termes de poids économique, mais aussi démographique. Or le monde de 2050 : s'ils sont divisés, les Européens seront petits sur les questions de commerce et d'environnement.

Alain LAMASSOURE,

Il faut renverser la question : qu'est ce qu'on peut faire sans l'Europe au 21e siècle ? La réponse : rien.

L'Europe a été pensée pour répondre aux questions internes de l'Europe dans ses premières années de construction, autour aussi de la réconciliation. Le travail des pères fondateurs.

Or aujourd'hui, les problèmes majeurs comme les opportunités viennent de l'extérieur.

- La prospérité de l'Europe dépend du monde : 80% des avions vendus par Airbus le sont en dehors de ce continent.

- La question des valeurs se pose aussi : les règles de vie du 21e siècle seront-elles celles de l'Europe ?

- La sécurité : la contrepartie de la réconciliation, c'est que le sentiment répandu en Europe est celui d'un monde « de bisounours ». Mais seul ce continent (et probablement le Japon) est vacciné contre la guerre.

Exemple : l'Iran pourrait être une puissance nucléaire alors que l'Europe est à portée de tir. D'ailleurs, 75% des Français sont en faveur d'une armée européenne.

Anecdote illustrative : à la session du Parlement européen de Strasbourg de la dernière semaine de septembre : le porte-parole du Rassemblement national, demande à ce que le Parlement européen cherche une solution pour prévenir l'extraterritorialité des lois américaines.

Même pour les nationalistes, il apparaît que, face à l'hégémonie américaine, on se doit de parler d'une seule voix.

De même, sur les grands enjeux numériques, si on souhaite réglementer internet et contraindre les grands groupes mondiaux, ce n'est possible qu'au niveau européen. Si on veut pouvoir déve-

<https://blogdroiteuropeen.com>

«Faire l'Europe dans un monde de brute» E. Letta

opper des innovations en Europe, il nous faut un seul régime juridique, financier, de subvention. Alors l'Europe pourra être compétitive.

M. Lamassoure se souvient : Quand le père de M. Lamassoure est né, 1/5 personne était européenne, 1/20 africaine. Selon les mœurs, on a colonisé l'Afrique. (Discours colonialiste J. Ferry). Quand son fils aura son âge : 1 personne sur 5 sera africaine ; 1 personne sur 20 européenne. Quelles seront les mœurs mondiales à cette époque ?

Il nous faut un partenariat nouveau avec l'Afrique.

En 2013, naufrage à Lampedusa et déclenchement de l'opération Mare nostrum sous le gouvernement d'Enrico Letta. Ce n'est qu'un petit signe des conséquences de ce qu'on va voir par la suite, avec l'explosion démographique. Est-ce que ce sera une menace ou un formidable atout sur une Europe vieillissante ?

Francesco MARTUCCI,

Il est possible de construire l'identité européenne en négatif.

Le meilleur moyen d'avancer ne serait-ce pas de différencier ? Avant on avait des distinctions économiques qui posaient question mais aujourd'hui on touche même aux valeurs. Ne faut-il pas pérenniser une certaine différenciation ?

Enrico LETTA,

Monsieur Letta est complètement d'accord avec ce constat.

Néanmoins, on a fait des erreurs, dans les années 1990 notamment, en se disant que l'adhésion à l'Europe c'est noir ou blanc. Oui ou non. Ce qu'on a fait à la Turquie, c'était une erreur : pour l'adhésion c'était non mais les conséquences se voient aujourd'hui avec le virage autoritaire. L'euro, Schengen, certes avait dans l'esprit cette idée de différenciation mais on a raté globalement l'idée de construire quelque chose de flexible.

On a vu la surprise des vieux Etats membres devant la non ressemblance des nouveaux Etats membres. Or, démographiquement, si on s'in-

teresse aux pays fondateurs : ils ont tous une démographie dont la population immigrante fait 10%. Pour la Pologne et la Hongrie, on va de 0,5 ou 0,01%, et encore ce sont des Européens. La différenciation est indispensable pour parler des prochaines adhésions. Mais aucun leader politique à la suite d'une question dans un débat public ne dira « oui » pour l'entrée de la Serbie et de l'Albanie dans l'Union européenne. Mais l'élargissement a été un choix stratégique fondamental. On a profité des seuls dix ans dans lesquels la Russie s'est endormie. On a donc créé un large espace de partage de valeurs.

Alain LAMASSOURE,

Il n'y aura pas d'unanimité des 27 sur ces sujets. Mais on n'aurait pas pu laisser en dehors du projet européen ces pays abandonnés après la Seconde guerre mondiale, qui se sont libérés seuls du communisme. La vraie question c'est quels sont ceux qui veulent ! Il ne s'agit pas de savoir qui peut faire partie de l'euro, ni de quels sont les pays fondateurs.

Au sein du PPE (qui est un parti fédéraliste), au moment de la négociation du budget européen, les députés ne veulent pas créer de nouvelles ressources propres (par exemple en matière environnementale). Sauf que la plupart des députés ne veulent pas non-plus augmenter les contributions nationales. La politique européenne est étranglée depuis 20 ans. Pour les Allemands, ce budget doit être à 1% et ce pour des raisons qu'ils estiment constitutionnelles.

Il faut convaincre qu'un euro dépensé à Bruxelles représentera plus qu'un euro au niveau national.

Nicolas HUBE

M. Hubbe soulève une question concernant la politique et la politisation. Il faut réconcilier la politique et l'Union. Surtout, on oublie que la plupart des Européens sont indifférents à la question européenne.

Il faut politiser le débat sur l'Europe : ce qui implique des contrats de coalition, la parlementarisation. Il est nécessaire de polariser le débat.

«Faire l'Europe dans un monde de brute» E. Letta

Enrico LETTA,

La question de la démocratie est un des problèmes de l'Europe. Il ne faut pas qu'il n'y ait à Bruxelles que des technocrates et des perdants nationaux.

Par ailleurs, le mot populisme est mal employé. C'est un peu l'utilisation de l'establishment, pour désigner ceux qui n'en font pas partie, comme les Romains parlaient des barbares pour désigner tout ce qui n'était pas romain.

Les populistes sont ceux qui ne sont pas issus des partis politiques classiques. C'est tout. Or, ils apparaissent du fait du suicide des establishments.

Questions du public :

- L'Europe de la défense est-elle possible à 26 ? Peut-on se départir du « parapluie américain » (notamment à l'Est) ? Peut-on avoir une Europe puissante dans l'OTAN ?
- L'échec annoncé du Brexit est-il condamné, même en cas de « soft-brexit ».
- Elections allemandes en Bavière, quelle analyse ?
- La gauche est-elle populiste ?

Alain LAMASSOURE,

- La gauche a son aile populiste.
- La droite européenne allemande s'est effondrée au profit de l'extrême droite en allant à l'extrême droite.

Enrico LETTA,

La défense européenne ne va pas remplacer l'OTAN, mais à la fin de 8 ans de Trump il faudra voir à quoi sont prêts les Etats de l'Est de l'Europe.

Tous les événements récents : l'élection de Trump, de Macron, Brexit, et Italie... étaient imprévisibles. Il est facile de lire les signes et d'expliquer ce qu'il s'est passé.

Discours de clôture de Jean-Marc Sauvé

Le réel se révèle toujours plus ébouriffant que la plus incroyable des fictions. On ne fait qu'assister à des événements impensables.

Le choix n'est pas un grand bond en avant (sic Mao) mais un pas en avant ou un pas en arrière.

Les Européens, les citoyens des Etats membres, ont un impérieux besoin de la construction européenne. La conquête de la paix a certes été atteinte mais ce n'est pas tout. La paix est acquise aujourd'hui à l'ouest, mais en Europe centrale et balkanique la construction européenne a sa pertinence pour cet objectif de paix.

Les acquis sont considérables :

- L'union économique et monétaire, l'union commerciale. Que serait l'Europe en matière commerciale aujourd'hui si elle ne parlait pas d'une seule voix ?
- Le RGPD (règlement général sur la protection des données), serait une farce s'il n'existait qu'au niveau national. Il n'aurait aucune effectivité.

Devant les défis globaux : protection de l'environnement, croissance soutenable et équilibre économique, préservation d'un modèle social faisant place à la dignité, immigration, terrorisme... seule et isolée, l'Europe est vouée à la marginalisation. Ensemble, il est possible de faire quelque chose. Il ne s'agit plus d'une construction interne, mais de penser l'Europe dans le monde : vis-à-vis des autres Etats, des grands opérateurs économiques. Mais le projet européen pêche par manque de visibilité, tout le monde n'a pas la même vision de ce projet européen. Veut-on une union commerciale ou un destin commun ? Les oppositions nord/sud, est/ouest, petits Etats/grands Etats restent marquées. Par ailleurs on ne peut pas séparer les valeurs des politiques.

Il faut aussi progresser sur la différenciation. L'union économique et monétaire n'a pas tenu ses promesses, et ça se paye.

L'Union ne doit pas être le bouc émissaire des infirmités de ses citoyens, de ses populistes.

- En tant que citoyens européens : il y a un manque de confiance des citoyens en eux-mêmes. La question du bien commun est abandonnée.

- Les Etats ont entravé les réponses nécessaires sur les questions de politiques fiscales et migratoires.

«Faire l'Europe dans un monde de brute» E. Letta

Le cas de Salvini et Orban qui s'embrassent est patent de contradiction : d'un côté un Etat qui est en première ligne sur les questions migratoires et de l'autre un Etat qui refuse la solidarité européenne sur la question.

- Les populistes proposent le repli sur soi qui conduit à l'impuissance. La haine de l'autre prospère sur le « pas assez d'Europe ».

La solution ne peut être uniquement des boîtes à outils. Techniquement tout est possible, les juristes trouveront les voies nécessaires s'il y a une volonté.

Il faut être lucide, faire preuve de volonté politique : on ne pourra faire face aux défis de demain qu'ensemble. Il faut aussi faire preuve de leadership à tous les niveaux.

L'Europe a besoin d'une relance, d'une refondation. Et il s'agit d'avoir confiance en nous, en notre destin, en notre capacité d'autodétermination, en somme dans notre capacité à construire ensemble un avenir commun.